

**Un enseignement de qualité,
c'est d'abord
un·e enseignant·e qualifié·e**





**Priorité absolue annoncée par
le gouvernement :**

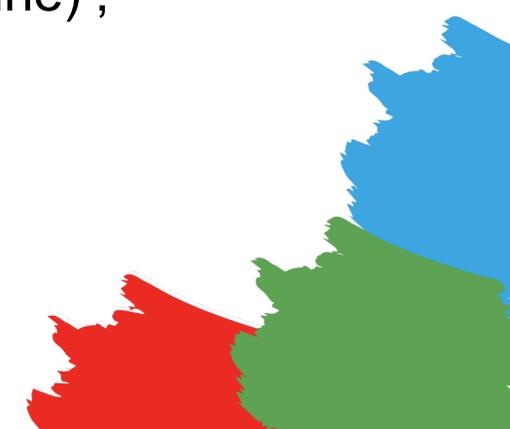
« LA LUTTE CONTRE LA PENURIE »

Que dit la DPC ?

"avoir un enseignant dans chaque classe devant ses élèves"

Attention !

- Pas d'amélioration des conditions de travail
- Solutions à court terme, dont
**se contenter d' « avoir *quelqu'un* dans chaque classe devant ses élèves »,
plutôt que de chercher à s'assurer d'avoir un·e enseignant·e véritablement
formé·e.**
- Conséquences :
 - détérioration des conditions de travail (et donc accroissement de la pénurie) ;
 - détérioration des conditions d'apprentissage des élèves.





Révision des titres et fonctions

Que dit la DPC ?

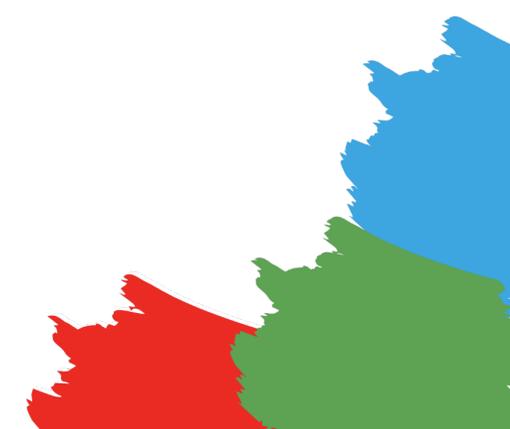
La modernisation et la simplification des statuts, à travers la révision des titres et fonctions du personnel

Attention :

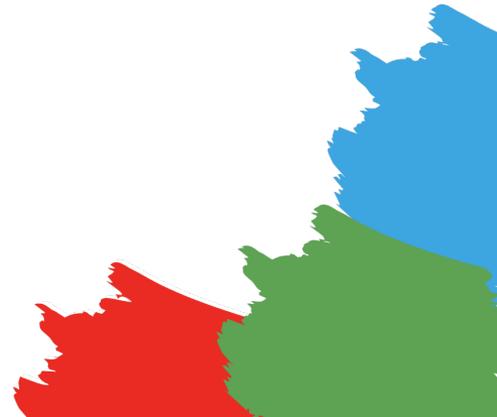
Le décret "titres et fonctions"

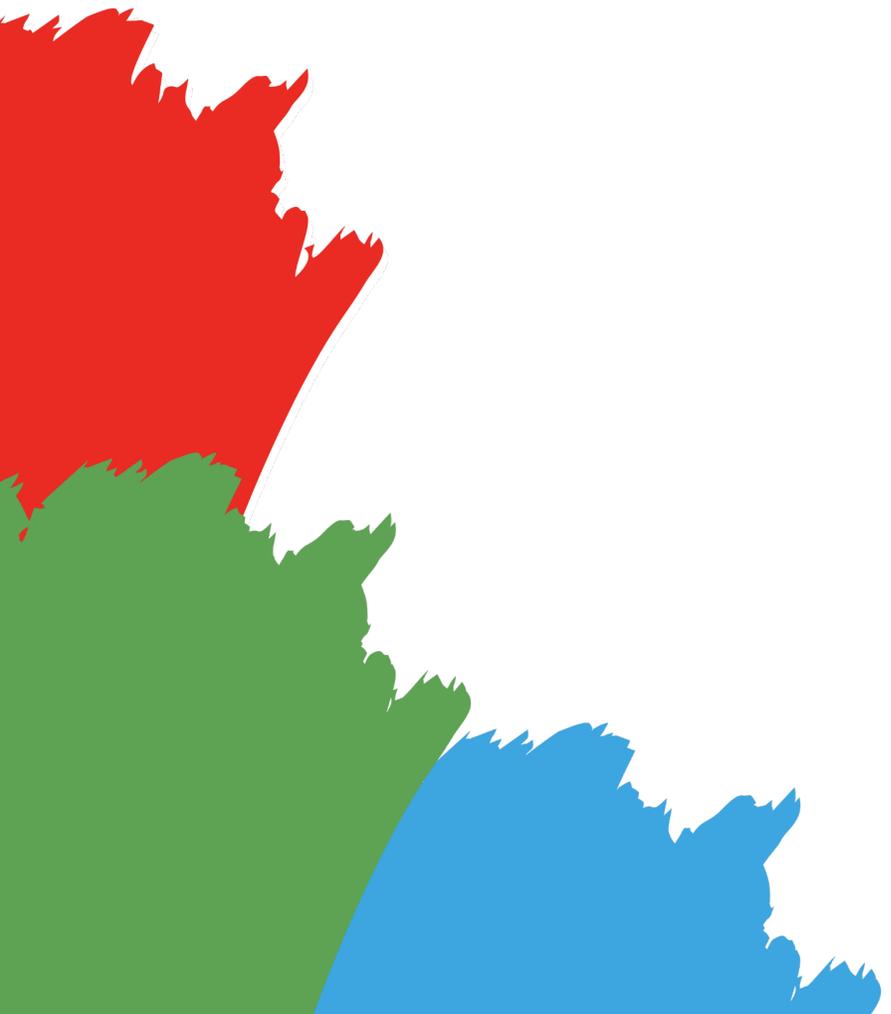
- Établit des règles claires et équitables
- Détermine objectivement les conditions d'exercice d'une fonction
- Est gage de qualité de l'enseignement
- Est gage de qualité des diplômes délivrés

Son application est possible même en période de pénurie



« Titres et fonctions » garantissant que le/la membre du personnel le/la mieux formé·e (matière et pédagogie) sera devant les élèves, toute révision constitue un risque d'atteinte à la qualité des apprentissages des élèves.





Dévalorisation des titres actuels

Que dit la DPC ?

Dans ce cadre, le Gouvernement limitera la possibilité d'obtenir un barème 501 via l'obtention d'un master, en dehors du secondaire supérieur. (...)

Le Gouvernement considère en outre que la formation continue des enseignants au moyen de stages et de modules spécifiques et adaptés à la réalité vécue par chaque enseignant doit être privilégiée par rapport aux masters en pédagogie.

Dans le cadre de la Stratégie du Numérique pour l'Education, de nouvelles ressources pédagogiques seront mises à disposition des enseignants sur la plateforme e-classe et les personnels de l'enseignement seront amenés à certifier leur niveau de compétences numériques via des outils tels la plateforme PIX.

Ces certifications seront reconnues par la FWB.

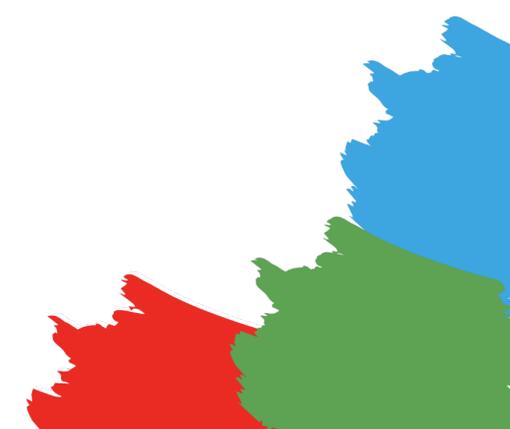
En outre, dans un contexte de pénurie d'enseignants, il est impératif de faciliter l'accès au Certificat d'Aptitude (sic) Pédagogique (...)



Attention :

- Le master pédagogique semble n'avoir pas grande valeur aux yeux du gouvernement, qui semble sous-estimer la complexité du métier.
- La formation professionnelle continue (FPC) ne peut prendre tout son sens qu'après une formation initiale solide et de qualité

Le gouvernement donne l'illusion qu'on pourrait renoncer à l'exigence d'une formation initiale du niveau master en lui substituant des recettes miracles apprises dans « des stages et des modules spécifiques et adaptés » dans la FPC.





**Avec des
travailleurs/travailleuses
venant du privé ?**

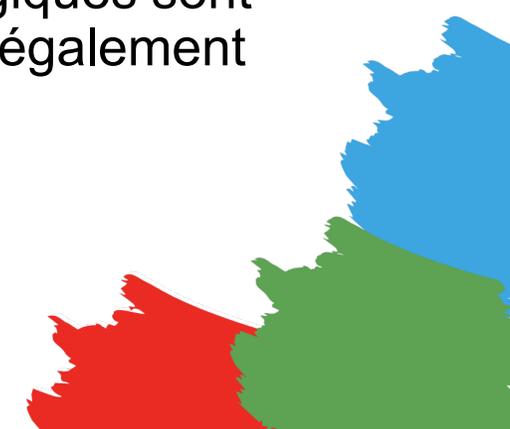
Avec des travailleurs/travailleuses venant du privé

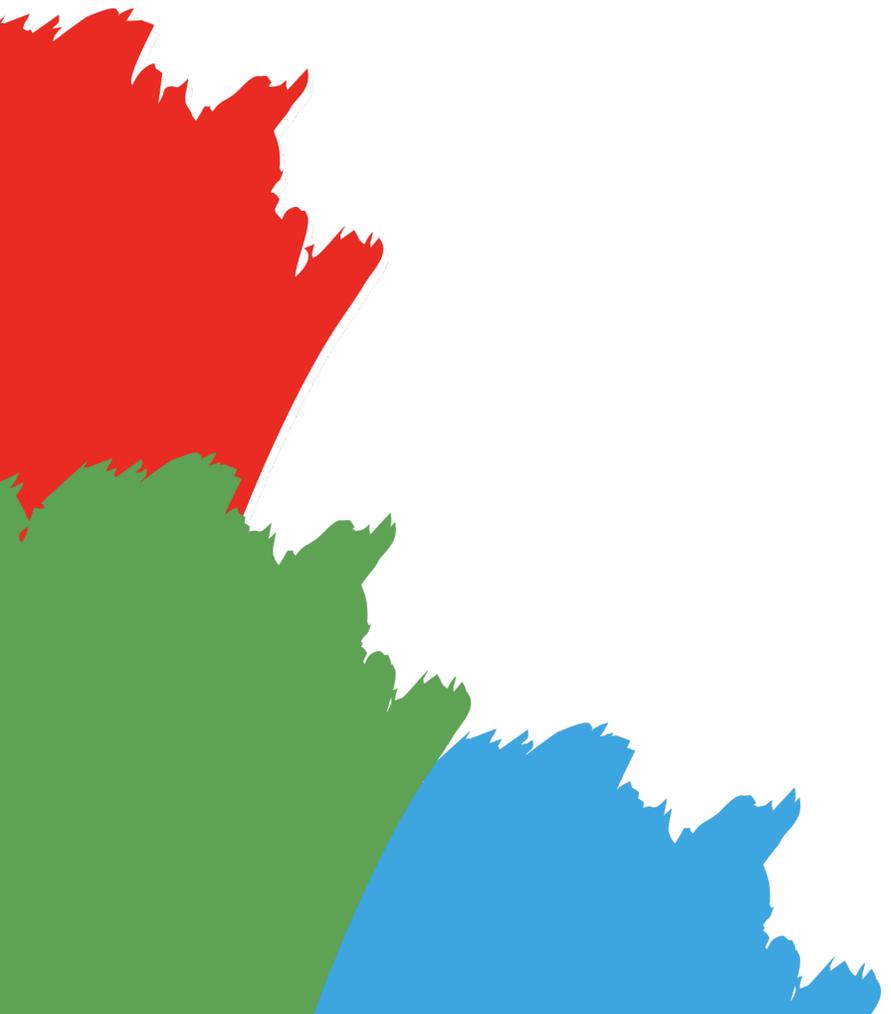
- **Que dit la DPC ?**

- Reconnaissance de l'expérience utile pour les enseignants de seconde carrière
- Développer un dispositif de travailleurs partagés entre privé, public, associatif ou toute autre initiative visant à attirer d'autres profils au service de l'enseignement

- **Attention !**

Attention à ne pas valoriser l'expérience dans le privé sans aller chercher une formation pédagogique parce qu'enseigner est un métier. Les compétences pédagogiques sont essentielles et doivent être valorisées dans l'obtention du titre requis mais également d'un barème plus avantageux.





Expert·e·s ?

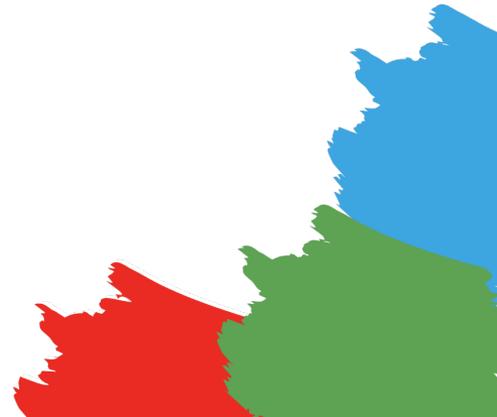
Expert·e·s ?

- **Que dit la DPC ?**

- Pérennisation et extension du dispositif expérimental des experts

- **Attention !**

- Si l'expert.e est le modèle vers lequel il faut tendre, c'est faire pencher la balance vers l'affaiblissement des réelles compétences pédagogiques.





**Des enseignant·e·s
aussi dans le qualifiant**

- La DPC annonce vouloir **développer/renforcer davantage la formation en alternance** afin de permettre aux élèves d'apprendre un métier au plus près du terrain [...] **en collaboration avec les Régions**, le Gouvernement mènera une réforme systémique de l'enseignement qualifiant et de la formation professionnelle...
- Analyse :
 - Les entreprises ont-elles les mêmes missions et la même expertise que les enseignants? **NON**
 - Une enseignement qualifiant valorisé? **NON**
 - Instrumentalisation du qualifiant au profit des entreprises, des employeurs et des politiques de l'emploi
 - Formation au poste de travail, employabilité immédiate
 - Prémices d'une régionalisation du qualifiant
 - Abandon de la composante éducative
 - Ce dont l'enseignement qualifiant a besoin, c'est de **MOYENS** !
 - En matière de formation professionnelle et continue
 - En matière de reconnaissance de titres et de certifications

- A retenir :

Les élèves doivent pouvoir compter sur le soutien, l'accompagnement et les compétences d'enseignants à part entière. Il s'agit aussi et avant tout d'enseignement même s'il doit être qualifiant.



**La formation initiale des
enseignant·e·s
rabortée aux trois quarts ?**

Que dit la DPC ? Les étudiants de dernière année pourraient se voir confier des activités d'enseignement dans le cadre de leurs stages. Ces activités seraient rémunérées.

MAIS:

- la prise en charge autonome et professionnelle de classes par des étudiants toujours en formation risque d'engendrer des difficultés qui pourraient les déstabiliser et remettre en question leur choix;
- l'allongement de la formation initiale visait précisément à mieux préparer les étudiants et non à produire une réserve de sous-travailleurs moins bien rémunérés;
- assurer une formation de qualité aux étudiants passe avant tout par un renforcement de l'encadrement de leur stage.

Cette mesure vise avant tout à mettre à tout prix quelqu'un devant les élèves pour pallier (à très court terme) les effets de la pénurie.

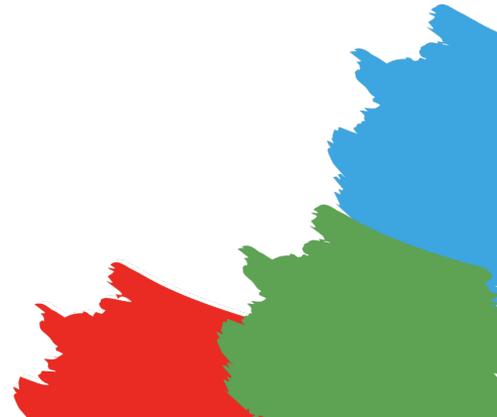
Une question se pose dès lors: que reste-t-il de l'objectif prioritaire d'améliorer la formation initiale des enseignants ?

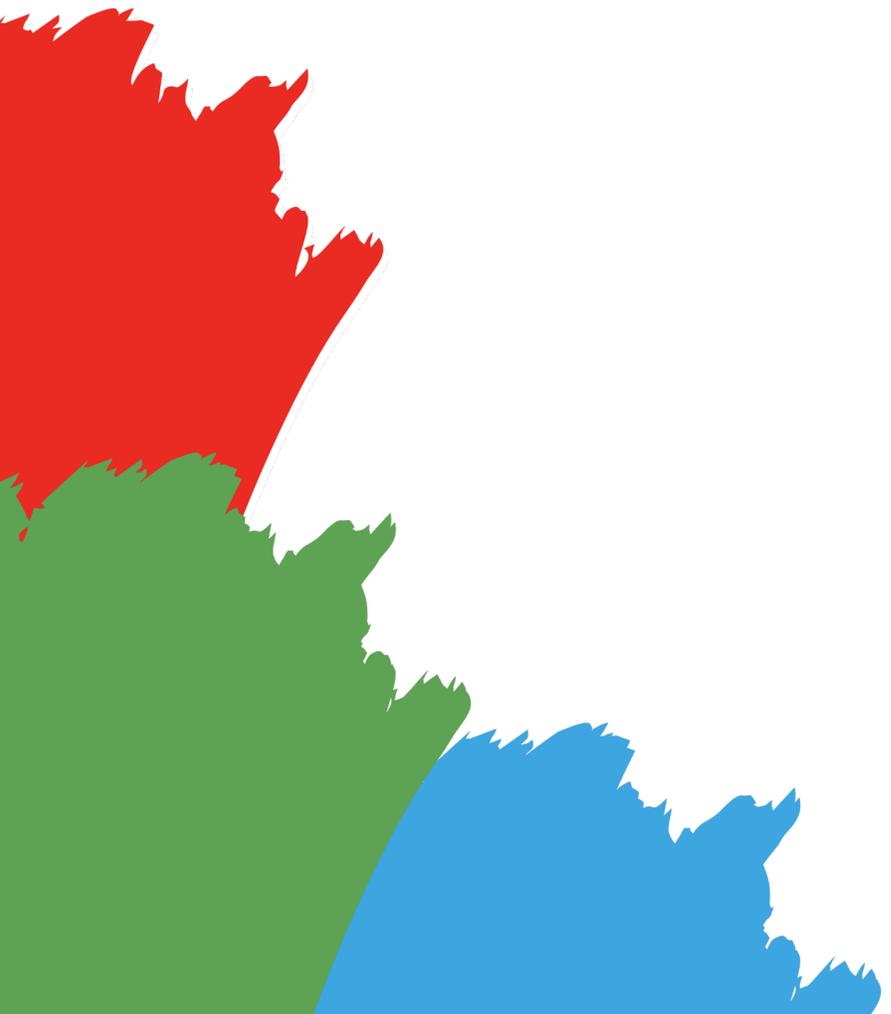




Conclusion

- Au prétexte de lutter contre la pénurie, le gouvernement prend des mesures qui vont, au final, diminuer le niveau de formation et donc de compétence des enseignant·e·s
- S'il n'y a plus assez de bon·ne·s enseignant·e·s pour chaque enfant, qui y aura droit ?



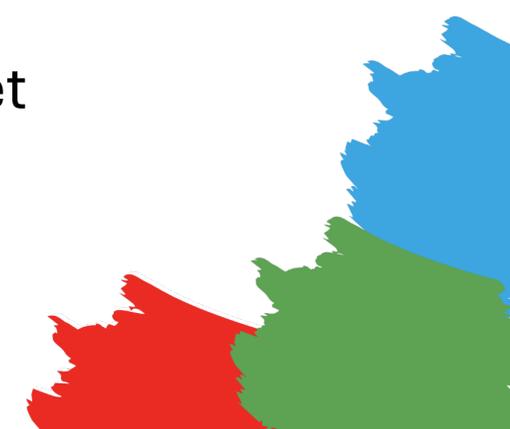


Actualité

Avant-projet de décret-programme

FWB : un budget irresponsable, revoilà l'austérité !

- 16/10 (3 jours après les élections locales !) : annonce par les gouvernements de la Région wallonne et de FWB des grandes lignes budgétaires pour la législature.
- 06/11 : réunion du Comité de négociation sur un Avant-projet de décret-programme (mesures budgétaires)
- Position du gouvernement : « limitation de la casse » pour la FWB et l'enseignement en particulier

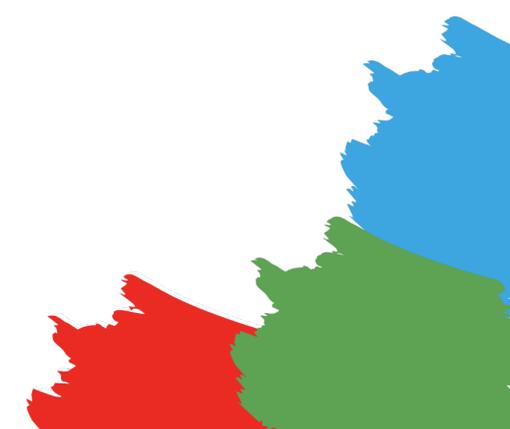


En réalité ...

❖ sabordage de l'enseignement qualifiant

- diminution de 3% des moyens humains alloués (NTPP)
- renvoi vers d'autres opérateurs de formation pour certain·e·s jeunes
 - fin des 7TQ (sauf OBG qualifiant uniquement en 7^e)
 - fin de l'accès à une 7P pour élève déjà en possession d'un CESS
 - exclusion (non-inscription) de l'enseignement des majeurs sortant du décrochage » à plus de 2 ans de la certification

→ Conséquences négatives sur :

- le droit à l'enseignement ;
 - l'offre de proximité ;
 - l'emploi des enseignant·e·s ;
 - les normes de rationalisation des écoles.
- 

- ❖ diminution de la dotation des écoles de l'enseignement organisé (- 10% en 10 ans)
- ❖ diminution des financements des bâtiments scolaires (-2%)
- ❖ diminution du budget des institutions d'enseignement supérieur
- ❖ augmentation du minerval pour les étudiants hors UE
- ❖ amputation du budget et/ou non-indexation de certains organes publics, dont
 - Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE),
 - l'Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur (ARES),
 - l'Institut de Formation Professionnelle Continue (IFPC),
 - le Fonds National de la Recherche Scientifique (FNRS).

